



Convergeons pour les Services Publics : toutes et tous à Guéret le 13 juin

POURQUOI DES COMITES DE DEFENSE DES SERVICES PUBLICS EN LIMOUSIN (CDDSP) ?

Parce que des luttes récentes les concernent et sont victorieuses à certaines conditions (la radiothérapie de la Creuse et d'autres...).

La dernière et encore actuelle, celle de Radio France et FR3 rappelle les problèmes de la qualité d'une information et de l'emploi : elle interpelle au-delà des professionnels, les citoyens ! Il y eut 2 grèves des cheminots contre la loi ferroviaire qui organise la dégradation de pans entiers de la mission originale de la SNCF (maillage du territoire, voyageurs et fret) : leur lutte converge avec celle de l'association « Non à la LGV, Oui au POLT ». Cet hiver les agents des Services Sociaux du Conseil Général ont occupé la rue à plusieurs reprises contre la suppression du Contrat Jeune Adulte qui donnait pourtant des résultats positifs. Et l'Education Nationale, le CHRU, Esquirol se font aussi remarquer.

C'est devant la nécessité d'épauler les unes, de prolonger les autres, de populariser et médiatiser ces luttes que se sont constitués les CDDSP dans le cadre du Mouvement « CONVERGENCES »

DES QUESTIONS IMMEDIATES

Les Services Publics, ringards et archaïques, ou d'avenir ? Rappelons la réalité de 2 périodes différentes. La réussite de l'une pour la reconstruction de la France en 1945 est due au programme du Conseil National de la Résistance dont les Services Publics et la protection sociale sont les fers de lance. Lors de la plus récente, la crise démarrée en 2008, les Services Publics même affaiblis ont limités les effets destructeurs de la crise, le mot d'amortisseurs leur a été attribué à juste titre.

La population grecque, victime entre autre, du démantèlement des Services Publics et de la protection sociale, se tourne vers la reconquête des SP ! Cela doit nous éclairer.

Les Services Publics, coût ou investissement ? Prenons un cas concret de la France. En 2011, un écolier du primaire coûte 5870 euros, un du secondaire 9660, et un étudiant 11630 ; sans le SP de l'Education qui pourrait payer ces sommes ? La

bonne question est : coût ou investissement ? Si la qualité de la formation est un facteur de compétitivité, si elle est aussi facteur de culture et de possibilité de participer à la vie démocratique, elle est un investissement ! Et c'est pareil pour les routes le train, l'énergie, la santé, le numérique... La répartition de la richesse produite est la solution. Or, au nom d'une dette fabriquée, et entretenue, il faudrait réduire les dépenses publiques (passant sous silence l'énorme fraude fiscale dont l'évasion du même nom et la fraude aux cotisations sociales patronales ...) et des économies sont imposées aux collectivités locales, aux SP.

DES MENACES A L'ŒUVRE dans ce cadre vont dégrader les Services Publics. Un exemple parle de lui-même : les CHU. 70% de leur budget est constitué de salaires ; il leur est imposé une réduction de 3 Milliards en 3 ans : ça fera 22.000 suppressions de postes ! Tous les corps de métiers devront trouver des formes de lutte convergentes avec la population !

Le marché et ses logiques de profit et d'accumulation ne fabriquent des réussites économiques (TGV ...) que sur fond d'inégalités, de précarisation et de fragilisation des populations. Il est incapable de construire dans la justice, la solidarité et des équilibres durables.

Le mouvement CONVERGENCES pour l'avenir des Services Publics doit être compris bien plus large que celui de l'humanisation de l'administration, la qualité de l'accueil ou la simplification administrative. Il vise la protection sociale des citoyens et la possibilité concrète d'exercer leurs droits à l'éducation, la santé ; aux transports ... ; anciens Services Publics et aussi aux nouveaux (petite enfance, grand âge, du numérique...). Des chômeurs aux retraités, les citoyens, les travailleurs du privé comme du public ont intérêt à ce qu'il y ait un fort service public capable d'imposer la prise en compte de l'intérêt général comme premier critère de l'organisation sociale.

**C'EST POURQUOI NOUS PREPARONS LA
GRANDE MANIFESTATION DE GUERET DU
13 JUIN 2015 !**

TAFTA/GMT

Le projet de traité transatlantique appelé: TAFTA (*Trans-Atlantic Free Trade Agreement*) ou PTCI (*Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement*), ou GMT (*Grand Marché transatlantique*) est envisagé pour aplanir toutes les normes afin de faciliter les échanges économiques entre les partenaires. Ainsi quand David Rockefeller notait dans Newsweek en février 1999 : « *Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire.* », la ligne de mire était fixée.

Les différentes parties n'arrivant pas à s'accorder, « Le cycle de Doha » en novembre 2001 au Qatar, effectuée sous l'égide de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), s'est conclu sur un échec. Le Cycle a été lancé officiellement à la quatrième conférence ministérielle de l'OMC. Ce programme visait à réformer en profondeur le système commercial international par la réduction des obstacles au commerce et des règles commerciales. La Déclaration ministérielle de Doha a défini le mandat des négociations qui portent, notamment sur l'agriculture, les services et la propriété intellectuelle, qui faisaient déjà l'objet de discussions. Les travaux de l'OMC visaient à rendre les courants d'échanges plus fluides et plus prévisibles, dans l'intérêt de tous. Ils comportent deux volets: la réduction des obstacles au commerce lorsque cela est possible et l'élaboration de règles concernant le maintien d'obstacles au commerce ainsi que d'autres politiques commerciales. Ces deux éléments résultent de cycles de négociations menées entre les gouvernements depuis les années 1940.

Ce projet de traité n'est donc pas nouveau, les lobbies et la finance n'ont toujours pas renoncé à prendre définitivement le pouvoir absolu.

S'appuyant sur le projet en gestation avec les Européens, les USA proposent deux négociations :

- Avec les Asiatiques : le 12 novembre 2011, est lancée la négociation d'un Partenariat Trans-Pacifique (PTP) entre onze pays riverains du Pacifique

- Avec l'UE et 20 autres pays : depuis février 2012 est lancée une négociation plurilatérale sur les services dans le plus grand secret.

En ce qui nous concerne le 13 février 2013, Van Rompuy et Barroso signent avec Obama

un engagement d'entamer la procédure en vue de négocier le GMT pour une signature en 2015. Suite à des fuites, en 2013, nous avons eu la connaissance du contenu du mandat, ensuite la pression menée par certaines associations comme Attac, AITEC ... et la création de centaines de collectif dans le monde, a permis d'officialiser cette feuille de route de négociation qui a été donné à la commission européenne.

Tout autant que les firmes américaines, les multinationales européennes et leurs lobbies ont collaboré intensément avec la Commission européenne. Celle-ci reconnaît avoir tenu 119 réunions sur 130 avec les lobbies du monde des affaires entre janvier 2012 et avril 2013 pour préparer le mandat qu'elle allait soumettre au Conseil des ministres, soit en moyenne d'une tous les quatre jours ! 65% du mandat vient des lobbies.

Le parlement européen, très optimiste, annonce une augmentation du PIB, au mieux, de 0,5 % et la création de 400.000 à 500.000 emplois en 2027 soit 450€ par famille et par an.

Les Axes fondamentaux et l'objectif d'un ALE (accord de libre-échange) est d'Abaisser les barrières non tarifaires afin d'obtenir l'alignement sur la norme la plus basse. Les normes alimentaires, sanitaires, sociales, financières les moins protectrices les plus faibles sont aux USA.

Si rien n'est fait les Etats, ainsi que les collectivités locales, ne pourront plus rien faire. Les Etats ne pourront pas établir de discrimination entre leurs partenaires commerciaux. Si un Etat (mais aussi une région, un département, une commune) accordait à un fournisseur une faveur spéciale (en abaissant, par ex., le droit de douane perçu sur un de ses produits), il devrait le faire à tous les fournisseurs en provenance des autres membres de l'OMC. Cela vaut pour tous les accords de l'OMC : AGCS, droits de propriété intellectuelle, accord sur le commerce des marchandises. Ce qui veut dire la disparition totale de nos services publics par exemple et il ne restera que les fonctions régaliennes de l'état. Notre protection sociale (entre autre la Sécurité Sociale), notre droit du travail, nos règles d'hygiènes et de santé, notre agriculture seront très fortement mises à mal. Nous ne pourrons plus empêcher l'entrée

des poulets lavés au chlore, du bœuf aux hormones, des OGM, de la fracturation hydraulique pour le gaz de schiste et toutes nos restrictions environnementales et de santé. Et pour ce faire il est prévu, pour donner le pouvoir aux firmes privées, de poursuivre les Etats et les collectivités locales, en dehors de tout système judiciaire normal, devant un mécanisme d'arbitrage privé (ISDS) (Ce système de tribunal arbitral privé était déjà proposé au sein de l'Accord Multilatéral pour l'Investissement (AMI) en 1995 : celui-ci avait été abandonné en 1998. La possibilité de voir des pays attaqués en justice par des firmes privées au sein d'une cour constituée d'avocats d'affaires, et sans appel possible, avait alors créé un tel scandale que l'AMI n'avait pu être signé par les chefs d'Etats des grandes nations industrielles.)

Quant aux lois de protections des salariés, il est certain que les investisseurs étrangers n'hésiteraient pas à aller demander réparation pour les "préjudices" subis au cas où des accords seraient conclus. Cette possibilité, l'eurodéputé Yannick Jadot la dénonce, inscrite dans l'article 23 du mandat de négociations, puisqu'elle permettra de "*contester, et potentiellement obtenir, des dommages et intérêts considérables si des Etats ou des collectivités décident de nouveaux droits ou normes qui impactent leurs perspectives de profits*".

Si nous sommes aussi affirmatifs sur les dangers de ces "ALE" c'est que nous connaissons des exemples comme celui nommé « ALENA » qui concerne le Mexique, les USA et le Canada. Cet accord a entraîné la misère de milliers de personnes tant au Mexique qu'aux USA et au Canada et l'enrichissement des multinationales.

Si nous n'empêchons pas cette folie, nous deviendrons des bêtes de somme qui obéirons à l'aiguillon des lobbies. Même si notre démocratie a des difficultés à fonctionner, avec cet accord le mot démocratie sera rayé du dictionnaire.

Les peuples européens commencent à dénoncer ces projets (TAFTA, CETA...) et à se mobiliser. Les différents gouvernements européens dont la France avec Sarkozy hier et aujourd'hui Hollande et leurs gouvernements respectifs, leurs députés qu'ils soient socialistes, de droites et d'extrême droite votent des réformes qui lorsqu'on regarde d'un peu plus près ne sont qu'un ajustement du TAFTA à notre législation, la loi Macron en est un très bon exemple.

Comme pour l'AMI, si nous nous mobilisons, nous les ferons reculer une nouvelle fois car si nous les laissons faire il sera très difficile de revenir en arrière.

Le samedi 18 avril a été une journée mondiale pour lutter contre cette volonté d'asservissement des peuples par les multinationales. Des centaines de manifestations se sont déroulées dans le monde entier avec plus ou moins de réussite. A Limoges seuls deux cent cinquante manifestants ont distribué des tracts et ont défilé dans les rues avec tambours, crécelles et haut-parleur afin d'être entendu par les limougeaud. Cette manifestation retentissante a permis de faire connaître ce projet d'accord libre-échange vu que les médias (sauf l'Echo pour la région et ARTE pour l'international) font la sourde oreille et refusent systématiquement d'informer les citoyens tant sur le projet que sur les négociations en cours.

Continuons à travailler pour informer et faire capoter ce projet immonde.

MV

Quelques nouvelles du front de la finance mondialisée ! Épisode n° 3

Ouf ! Quel suspens ! Voici enfin le troisième et dernier épisode !

Dans un premier article de ce journal en novembre 2014, nous avons retenu plusieurs exemples pour décrire le cynisme de la finance mondialisée. Puis en janvier 2015, histoire de garder espoir en ce début d'année, nous avons présenté quelques uns de ceux qui ont révélé les « affaires » les plus manifestes de cette finance mondialisée.

Et jamais deux sans trois, avec un peu de retard dans cette troisième partie, nous tenterons de

démontrer que ce combat contre la finance mondialisée est en quelque sorte la mère de toute les batailles. Car depuis 2008, experts, journalistes, économistes, élus nous tiennent en haleine avec un feuilleton interminable, une faribole (eux parlent de défis, « réformes » nécessaires, indispensables) sur la crise.

Tout est présenté comme une évidence naturelle : la crise est là il n'y a qu'un traitement possible : les politiques de rigueur et d'austérité et ce

traitement n'est administré qu'aux Etats et aux citoyens. Mais cette situation est fondée sur trois contre vérités.

PREMIER CONTRE VERITE : L'ORIGINE DE LA CRISE DE 2008

Au départ de la crise de 2008 quelques explications sont données : les causes immédiates l'explosion de la bulle des « subprimes » aux Etats Unis. Les médias et la classe politique donnent des explications factuelles peu politiques qui se veulent rassurantes ; l'Europe ne sera pas touchée On ne parle pas encore de crise, on parle de dérive, d'excès, de bulles spéculatives. Pourtant certains économistes commencent à parler de contagion, de crise puis de crise systémique, euphémisme pour ne pas dire crise du capitalisme et plus précisément du capitalisme financier. Et c'est là qu'il faut creuser l'analyse pour ne pas se laisser embarquer dans un feuilleton sans fin. Jean-Michel Naulot, ancien banquier et membre de l'Autorité des marchés financiers : « Lorsqu'on analyse les crises financières depuis le krach de 1987, on voit qu'il existe des causes différentes à chaque crise. Ce qui me paraît important, ce n'est pas tant de caractériser chacune d'elles, mais de bien constater que c'est le système lui-même qui conduit à des crises majeures, compte tenu de la financiarisation de l'économie, de l'injection formidable de liquidités par les banques centrales, de l'innovation financière, de l'absence de règle. C'est donc très bien de sanctionner ceux qui ont fauté plus que d'autres, mais ça ne règle absolument pas le problème. »(1)

Car la crise de 2008 est le résultat de trois phénomènes majeurs du capitalisme financier : le découplage de la finance à l'économie, la dérégulation financière et l'extension de l'emprise du capitalisme.

Le découplage de la finance se réalise à partir d'une décision de la FED (la Réserve fédérale Américaine) en 1979 qui au prétexte de lutter contre l'inflation opère un tournant et hausse son taux directeur, hausse qui se répercute au niveau mondial. D'après Michel Husson, cette décision sera un élément déterminant dans le processus de financiarisation : pourquoi investir dans l'économie productive alors qu'il suffit de placer son argent. Elle aura un effet sur les dettes publiques, « l'effet boule de neige » (voir plus loin).

La dérégulation financière et la globalisation se sont développées à partir des années 90, accentuées par le développement des échanges numérisés (la vitesse de circulation de la monnaie

contribue à l'augmentation de la quantité de monnaie).

Du fait de cette souplesse recherchée par les acteurs financiers pour « optimiser » leurs résultats, les fonds sont plus volatiles et les montants échangés n'ont plus rien à voir avec les échanges économiques. C'est en partie cette abondance de liquidité et la recherche de rendements élevés qui sont à l'origine de cette crise. A cette gigantesque spirale spéculative, il faut ajouter l'endettement privé encouragé par le système bancaire pour lutter la stagnation des salaires par le crédit et pour maintenir le niveau de consommation ou trouver de nouveaux marchés. Après la bulle de la réassurance des crédits immobiliers, la prochaine bulle spéculative serait celle des prêts aux étudiants.

DEUXIEME CONTRE VERITE : L'ETAT DEPENSE TROP

La dette publique justifierait l'austérité budgétaire : « Dire la vérité aux Français, c'était leur dire que l'État ne pouvait pas indéfiniment financer ses dépenses courantes et ses dépenses de solidarité par l'emprunt, parce qu'un jour, il faut payer ses dettes. » Nicolas Sarkozy, à Toulon en décembre 2011 reprend le discours dominant sur la montée de la dette publique comme si son origine était évidente: une croissance excessive des dépenses publiques, alors que celles ci proportionnellement au PIB, n'ont pas augmenté. Trois causes principales sont à l'origine de l'augmentation de la dette publique des pays occidentaux : la crise financière, les taux d'intérêts et les « cadeaux fiscaux » (2)

La crise financière, écoutons Gabriel Colletis professeur d'économie à l'université de Toulouse-I. : « Désigner "la gestion désastreuse des finances publiques depuis trente ou quarante ans" pour justifier les politiques d'austérité est tout simplement fallacieux, puisque le surendettement actuel (et non pas l'endettement) des États est entièrement dû aux conséquences directes de la crise financière. »

En ce qui concerne les taux d'intérêts et les « cadeaux fiscaux », nous allons nous appuyer sur le rapport sur l'audit de la dette française que vous pouvez trouver sur le site du CAC national et dont je vous avais parlé dans le dernier article à propos de Patrick Saurin :

« Dans ce rapport nous montrons que l'augmentation de la dette de l'Etat – qui représente l'essentiel, soit 79 %, de la dette publique – ne peut s'expliquer par l'augmentation des dépenses puisque leur part dans le PIB a chuté de 2 points en trente ans. Si la dette a augmenté c'est d'abord parce que tout au long de

ces années l'Etat s'est systématiquement privé de recettes en exonérant les ménages aisés et les grandes entreprises : du fait de la multiplication des cadeaux fiscaux et des niches, la part des recettes de l'Etat dans le PIB a chuté de 5 points en 30 ans.

Si l'Etat, au lieu de se dépouiller lui-même, avait maintenu constante la part de ses recettes dans le PIB, la dette publique serait aujourd'hui inférieure de 24 points de PIB (soit 488 milliards €) à son niveau actuel.

C'est ensuite parce que les taux d'intérêt ont souvent atteint des niveaux excessifs, notamment dans les années 1990 avec les politiques de "franc fort" pour préparer l'entrée dans l'euro, engendrant un "effet boule de neige" qui pèse encore très lourdement sur la dette actuelle.

Si l'Etat, au lieu de se financer depuis 30 ans sur les marchés financiers, avait recouru à des emprunts directement auprès des ménages ou des banques à un taux d'intérêt réel de 2 %, la dette publique serait aujourd'hui inférieure de 29 points de PIB (soit 589 milliards €). La dette publique est le premier poste des dépenses publiques depuis de nombreuses années : 37% des dépenses publiques soit 3 fois le budget de l'enseignement scolaire, hors université. L' « effet boule de neige » résulte de la décision de la FED qui a induits une augmentation des taux d'intérêts supérieurs aux taux de croissance des pays produisant un effet « boule de neige » puisque mécaniquement la charge de la dette croît plus vite que les recettes de l'Etat liées aux résultats économiques.

C'est cette vérité là que réclamait Laurent Mauduit dans un article de Mediapart du 10 octobre 2014 aux médias français qui à l'annonce du chiffre de 2000 milliards de dettes pour la France n'ont pas dit un mot ni sur le rapport du CAC, ni sur la structure de la dette publique française.

TROISIEME CONTRE VERITE : un seul moyen de sortir de la crise : les politiques d'austérité

Constatons aujourd'hui que le choix des politiques économiques européennes ne repose plus sur des choix politiques mais sur des règles économiques qui s'appuient sans le nommer sur des postulats émis par des « économistes », postulats qui ne sont rien d'autres que des analyses purement politiques.. Ainsi en est-il du fameux multiplicateur budgétaire. Le multiplicateur budgétaire est censé mesurer l'effet, l'impact d'une variation des dépenses publiques sur le PIB. Il est convenu, toute chose égale par ailleurs qu'une baisse des dépenses génère une certaine diminution du PIB. Or, début 2013, les «

économistes » du FMI reconnaissent que ce multiplicateur a été sous estimé, c'est à dire que les effets de la diminution des dépenses publiques sur le PIB (augmentation du chômage et baisse de la demande intérieure) ont été sous estimés. Ces politiques ont donc augmenté les déficits publics (comme en Grèce) mais enrichies ceux qui ont profité de la crise (prêteurs, repreneurs). Cette austérité rapporte !

Ainsi ces soi disant experts ne sont en fait que des prestidigitateurs. Dans un article récent sur cet effet multiplicateur, Paul Jorion économiste à l'Université Libre de Bruxelles parle de « chimère » à propos de la TROIKA (3). Erreur ou non, ce n'est pas grave. Quelque soit la maladie ou le malade, le traitement (« thérapie de choc ») sera toujours le même : « l'austérité, l'austérité vous dis-je !!!!! » : diminuer le coût du travail et réduire les dépenses de l'Etat.

Écoutons Serge Halimi : « Loin d'être folles, les politiques mises en œuvre sont rationnelles. Et, pour l'essentiel, elles atteignent leur objectif. Seulement, celui-ci n'est pas de mettre un terme à la crise économique et financière, mais d'en recueillir les fruits, incroyablement juteux. Une crise qui permet de supprimer des centaines de milliers de postes de fonctionnaires, d'amputer leurs traitements et la durée de leurs congés payés, de brader des pans entiers de l'économie au profit d'intérêts privés, de remettre en cause le droit du travail, d'augmenter les impôts indirects (les plus inégalitaires), de relever les tarifs des services publics, de réduire le remboursement des soins de santé, d'exaucer en somme le rêve d'une société de marché — cette crise-là constitue la providence des libéraux. En temps ordinaire, la moindre des mesures prises les aurait contraints à un combat incertain et acharné ; ici, tout vient d'un coup. Pourquoi souhaiteraient-ils donc la sortie d'un tunnel qui ressemble pour eux à une autoroute vers la Terre promise ? »

Il ne s'agira pas d'un combat contre l'austérité mais d'un combat plus large, plus politique à mener dont nous avons du mal à concevoir les formes. Car si nous avons utilisé ici des arguments techniques et financiers, c'est pour bien montrer que quelque soient les discours, les « serviteurs zélés » tourneront toujours l'explication dans le sens de la domination du capitalisme financier mondialisé sur tout le reste.

JPB

REFERENCES :

(1) : « Crise financière, pourquoi les gouvernements ne font rien », Jean-Michel Naulot - Seuil 19 euros

(2) voir aussi à ce sujet les travaux de Gael Giraud, chercheur au CNRS et jésuite (www.gaelgiraud.net) cités dans l'article précédent

(3) Le Monde 6 mai 2015 « La troika doit reconnaître de bonne grâce sa défaite » P. Jorion

Libérer le travail

Le Comité local 19 propose un débat sur ce thème dans le cadre de la Conférence Nationale des Comités Locaux du 6 juin 2014. Introduction et modération : Mathieu Feldis (Attac 19). Invités : J.M. Harribey (Conseil scientifique d'Attac), Michel Lepesant (Attac et Mouvement des objecteurs de croissance), Bertrand Bony (Attac et Réseau Salarial).

En voici le texte introductif :

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant » : article 25 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* (1948).

Avec ce droit comme point de départ à sa réflexion, le Comité local d'Attac en Corrèze cherche à dégager la question du travail et du revenu de l'idéologie dominante dont elle reste prisonnière, jusque dans nos rangs. En même temps que le capitalisme précarise et détruit l'emploi, il nous le présente comme désirable, condition de notre intégration sociale, fondement de notre dignité voire de notre émancipation si on est une femme. A cet emploi détruit, précaire, aliéné et aliénant, transformé comme nous en marchandise, nous opposons notre vision du travail : dégagé de sa pratique capitaliste, dégagé de la domination du marché de l'emploi. Seul notre travail produit de la valeur économique, de la richesse.

Emancipons le travail en nous réappropriant l'intégralité de la richesse produite et ce dès sa source, en attribuant tout le PIB au salaire socialisé et à l'investissement, au lieu de consentir à sa spoliation au bénéfice du capital.

C'est à cette seule condition que nous pourrions vraiment reprendre le contrôle de ce que nous voulons produire, que nous pourrions choisir comment et pourquoi nous travaillons. C'est à cette condition que nous pourrions assurer à chacun un salaire à vie quelle que soit sa manière de participer à la production collective autogérée. Cette voie nous a été ouverte en 1945 par le Conseil National de la Résistance et les institutions anticapitalistes issues de son programme : Sécurité sociale, Fonction Publique, retraite par répartition, cotisation sociale...

Etendre à toute la société ce modèle nous engage à reprendre le contrôle collectif de

l'intégralité du fruit de notre travail dès sa source, nous engage donc à la sortie du capitalisme par l'expropriation de ceux qui nous imposent leur marché de l'emploi et l'exploitation de notre travail. « Un revenu est un dû » proclamaient les chômeurs organisés dans AC, Agir contre le chômage, membre fondateur d'Attac.

Menons ce débat sur le travail et le revenu, la forme qu'il pourrait prendre. Discutons de la proposition d'un salaire à vie, au cœur de l'émancipation sociale, ainsi que nous le faisons dans notre groupe local, même si nous ne souscrivons pas tous à cette vision.

Menons cette réflexion collective au sein d'Attac sans avoir peur de sortir de la pensée dominante, avec la conviction que nous n'avons rien à perdre. Transformer cette « misère du présent » en « richesse du possible », comme nous y convie le philosophe André Gorz, passe par un rapport de force victorieux qu'il nous faut préparer en sortant des sentiers battus de l'économisme et de leurs ornières idéologiques, même et sans doute encore plus si nous ressentons l'étape actuelle comme une défaite pour le peuple.

Travaillons à ouvrir des brèches sous forme de pistes nouvelles, en rupture radicale avec le capitalisme, pour reprendre et redonner espoir. Nous serons ainsi à la hauteur de notre aspiration à « un autre monde possible », incompatible avec le capitalisme.

La réflexion de notre comité local 19 est nourrie, entre autres lectures, de :

- *Misères du présent, richesse du possible* / André Gorz (Ed. Galilée, 1997)

- *Emanciper le travail* / Bernard Friot (Ed. La Dispute, 2014)

- La revue *Mouvements* du printemps 2013 : *Un revenu pour exister* (une confrontation très riche des diverses points de vue sur le « revenu pour tous »).

Et n'oubliez pas de noter dans vos agendas :

<https://alternatiba.eu/limousin/>



Sommaire	Page	Sommaire	Page
Convergeons pour les Services Publics :	1	<i>Quelques nouvelles du front de la finance mondialisée ! Episode n°3</i>	5
TAFTA/GMT	2	Libérer le travail	8

ENCARTS : Panier du militant Flyers